

PRÉFET DU PAS-DE-CALAIS

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES ET DE LA MER

SERVICE DE L'ENVIRONNEMENT

RECEPISSE DE DECLARATION

**CONCERNANT LES TRAVAUX DE RESTAURATION DES
FONCTIONNALITES ECOLOGIQUES ET HYDROLOGIQUES
DU SITE DE LA RESERVE NATURELLE REGIONALE
DES PRES DU MOULIN**

COMMUNE DE SAILLY SUR LA LYS

Dossier n°62-2020-00092

LE PRÉFET DU PAS-DE-CALAIS

VU le Code de l'Environnement et notamment son Livre II de la partie Législative et son Livre II Chapitre IV de la partie Réglementaire ;

VU le décret n°94-469 du 3 juin 1994 modifié relatif à la collecte et au traitement des eaux usées mentionnées aux articles L.372-1-1 et 372-3 du code des communes ;

VU le décret du 16 février 2017 portant nomination de M. Fabien SUDRY, en qualité de Préfet du Pas-de-Calais (hors classe) ;

VU le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) ;

VU l'arrêté préfectoral n°2019-60-45 du 12 décembre 2019 portant délégation de signature ;

VU la déclaration au titre de l'article L 214-3 du code de l'environnement reçue le 13 mars 2020, présentée par Voies Navigables de France, enregistrée sous le n°62-2020-00092 et relative à des travaux de restauration des fonctionnalités écologiques et hydrologiques à SAILLY SUR LA LYS ;

donne récépissé du dépôt de sa déclaration à :

VOIES NAVIGABLES DE FRANCE

37, Rue du Plat

BP 725

59034 LILLE Cedex

concernant la mise en place d'une mesure d'accompagnement aux dragages d'entretien de la Lys à petit gabarti (UHC 4) visant à réaliser des travaux de restauration de fonctionnalités écologiques et hydrologiques :

- terrassement du fossé central sur 2070 m²,
- réfection d'une buse existante en connexion large et franche avec mise en œuvre de passerelle piétonne,

- création d'une zone en eau permanente d'une surface de 540 m²,
- aménagement de la berge avec ouverture centrale (pertuis) d'environ 6 à 8 mètres et d'une profondeur d'environ 60 cm par rapport au Niveau Normal de Navigation,
- création d'un chenal principal toujours en eau sur une superficie de 740 m²,
- création d'une zone de frayère d'une superficie de 740 m².

dont la réalisation est prévue sur le site de la Réserve Naturelle Régionale « Les Prés du Moulin Madame » sur la commune de SAILLY SUR LA LYS.

Les ouvrages constitutifs à ces aménagements rentrent dans la nomenclature des opérations soumises à déclaration au titre de l'article L 214-3 du Code de l'Environnement. Les rubriques concernées de l'article R.214-1 du Code de l'Environnement sont les suivantes :

<i>Rubriques</i>	<i>Intitulé</i>	<i>Régime</i>	<i>Arrêtés de prescriptions générales correspondant</i>
3.1.2.0	Installations, ouvrages, travaux ou activités conduisant à modifier le profil en long ou le profil en travers du lit mineur d'un cours d'eau, à l'exclusion de ceux visés à la rubrique 3.1.4.0, ou conduisant à la dérivation d'un cours d'eau : 1° Sur une longueur de cours d'eau supérieure ou égale à 100 m (A) 2° Sur une longueur de cours d'eau inférieure à 100 m (D) Le lit mineur d'un cours d'eau est l'espace recouvert par les eaux coulant à pleins bords avant débordement	Déclaration	Arrêté ministériel du 28 novembre 2007
3.2.3.0	Plans d'eau, permanents ou non : 1° Dont la superficie est supérieure ou égale à 3 ha (A) 2° Dont la superficie est supérieure à 0,1 ha mais inférieure à 3 ha (D)	Déclaration	Arrêté ministériel du 27/08/99 modifié le 27/06/2006
3.3.1.0	Assèchement, mise en eau, imperméabilisation, remblais de zones humides ou de marais, la zone asséchée ou mise en eau étant : 1° Supérieure ou égale à 1 ha (A) 2° Supérieure à 0,1 ha, mais inférieure à 1 ha (D)	Déclaration	Aucun

Le déclarant peut débiter son opération dès réception du présent récépissé et devra respecter les prescriptions générales définies dans les arrêtés dont les références sont indiquées dans le tableau ci-dessus et qui sont joints au présent récépissé. Au vu des pièces constitutives du dossier complet, il n'est pas envisagé de faire opposition à cette déclaration.

Les suisvis mentionnés dans le dossier et relatifs à la biodiversité, à l'hydromorphologie de la zone humide, au fonctionnement hydraulique et au niveau des eaux de la zone ainsi que l'analyse de la qualité des eaux du site sont effectués **sur une période de 5 ans**. Un compte rendu annuel est à transmettre au service police de l'eau de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer ainsi qu'au service départemental de l'Office Français de la Biodiversité.

Le syndicat Mixte pour le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux de la Lys devra être associé lors de travaux de restauration du site et pour le suivi qui sera mis en place.

Copie de la déclaration et de ce récépissé sont adressées à la mairie de la commune de SAILLY SUR LA LYS où cette opération doit être réalisée, pour affichage pendant une durée minimale d'un mois, à la Commission Locale de l'Eau (CLE) du SAGE de la Lys et à la Sous Préfecture de BETHUNE pour information. Ces documents seront mis à disposition du public sur le site internet de la préfecture du Pas-de-Calais durant une période d'au moins six mois.

Conformément à l'article L.514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente et notamment au tribunal administratif de LILLE qui peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr, dans les délais prévus à l'article R..514-3-1 du même code :

1° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de cette décision en mairie de SAILLY SU LA LYS ;

2° Par le déclarant dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée.

Le service en charge de la police de l'eau devra être averti de la date de début des travaux ainsi que de la date d'achèvement des ouvrages.

En application de l'article R.214-40-3 du Code de l'Environnement, la mise en service de l'installation, la construction des ouvrages, l'exécution des travaux, et l'exercice de l'activité objets de votre déclaration, doivent intervenir dans un délai de 3 ans à compter de la date du présent récépissé, à défaut de quoi votre déclaration sera caduque.

En cas de demande de prorogation de délai, dûment justifiée, celle-ci sera adressée au préfet au plus tard deux mois avant l'échéance ci-dessus.

Les ouvrages, les travaux et les conditions de réalisation et d'exploitation doivent être conformes au dossier déposé.

L'inobservation des dispositions figurant dans le dossier déposé, pourra entraîner l'application des sanctions prévues à l'article R.216-12 du Code de l'Environnement.

En application de l'article R.214-40 du Code de l'Environnement, toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale doit être porté, avant réalisation à la connaissance du préfet qui peut exiger une nouvelle déclaration.

Les agents mentionnés à l'article L 216-3 du Code de l'Environnement et notamment ceux chargés de la police de l'eau et des milieux aquatiques auront libre accès aux installations objet de la déclaration à tout moment, dans le cadre d'une recherche d'infraction.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Le présent récépissé ne dispense en aucun cas le déclarant de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

ARRAS, le 23 avril 2020
Pour la Préfète et par délégation
Pour le Directeur Départemental des Territoires
et de la Mer et par subdélégation
Le Chef du Service de l'Environnement



Olivier MAURY

Les informations recueillies font l'objet d'un traitement informatique destiné à l'instruction de votre dossier par les agents chargés de la police de l'eau en application du code de l'environnement. Conformément à la loi « informatique et liberté » du 6 janvier 1978, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification des informations qui vous concernent. Si vous désirez exercer ce droit et obtenir une communication des informations vous concernant, veuillez adresser un courrier au guichet unique de police de l'eau où vous avez déposé votre dossier.